

Appel à communications -- Journée d'études pour doctorants et jeunes chercheurs

1922 : dans le sillage de la mort d'un empire.

Transitions politiques et stratégies d'enracinement des populations minoritaires en Méditerranée orientale

1922 est une réelle année de rupture en Méditerranée orientale. Avec l'abolition du Sultanat ottoman, elle marque le point culminant d'une série de bouleversements géopolitiques qui ont secoué la région depuis le début du XIX^e siècle. Par la guerre, l'ingénierie démographique ou la colonisation européenne, le modèle de l'État-nation se voit appliqué dans des sociétés, qui, en tant qu'anciennes provinces d'un empire, sont jusqu'alors profondément multiculturelles. La promesse libérale du principe wilsonien du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » se voit compromise par le coût humain de ce que Lord Curzon a appelé le « désenchevêtrement des peuples ». Les populations qui ne sont pas « échangées » par-delà les nouvelles frontières des États successeurs de l'Empire ottoman, ou simplement massacrées, deviennent, au sein de ces derniers, des « minorités », selon la terminologie nouvelle consacrée par les traités de l'après-Grande Guerre.

L'historiographie a particulièrement bien documenté les bouleversements démographiques qui ont transformé des anciennes provinces de l'Empire ottoman en nations, ou en « nations-en-devenir » dans le cas des mandats de la Société des Nations. La violence exercée sur des populations dont on a décidé qu'elles mettaient en danger le projet national des États-nations post-ottomans et les traumatiques transformations culturelles, économiques et sociales qu'elle a induites ont été, et sont encore justement étudiées. Notre journée d'études propose toutefois de mettre en exergue un aspect moins connu dans le contexte de ce moment décisif dans l'histoire de la Méditerranée orientale. Animés par un désir de recouvrer l'agentivité des populations « minoritaires », nous souhaitons en comprendre les stratégies d'enracinement au sein des frontières nouvellement érigées par les entités politiques post-ottomanes, que celles-ci prennent la forme d'États-nations, ou de dépendances européennes. Adoptant une acception large, et non pas seulement formelle, du concept de « minorité », nous invitons des contributions de doctorants et de jeunes chercheurs travaillant sur des populations désignées ou considérées comme « autres » ou allogènes d'un point de vue ethnique ou religieux en Méditerranée orientale au sens large.

Parmi les thèmes qui retiendront plus particulièrement notre attention figurent (de manière non-exhaustive) :

- Les stratégies individuelles d'acteurs minoritaires par une approche microhistorique
- Les institutions, religieuses ou laïques, minoritaires inter-étatiques
- Les questions de propriété, de travail et d'entreprise, au sein des groupes minoritaires
- La charité, l'éducation, et le mécénat.

Cette journée d'études, et la problématique qui l'anime, marquent le coup d'envoi d'un projet quinquennal homonyme financé par l'École française d'Athènes et piloté par Angelos Dalachanis (CNRS-IHMC) et Alexis Rappas (Koç University). L'objectif principal de cette rencontre est donc d'établir un réseau de jeunes chercheurs pour la durée du projet dont elle s'inspire.

Les frais de voyage et d'hébergement seront couverts par les organisateurs.

Lieu : Athènes, Grèce, École française d'Athènes

Date : 24 juin 2022

Date de remise des courts CV et résumés (300 mots) : 1^{er} mars 2022 à angelos.dalachanis@cnrs.fr et arappas@ku.edu.tr

Réponse des organisateurs : 8 mars 2022

Langue de travail : anglais, français